

Fractures nationales:

Retrait des services publics et dynamiques électorales

Nur Bilge

Univ. Lille, CNRS, IESEG School of Management, UMR 9221 – LEM, F-59000, France | nur.bilge@univ-lille.fr

Etienne Farvaque

Univ. Lille, CNRS, IESEG School of Management, UMR 9221 – LEM, F-59000, France | etienne.farvaque@univ-lille.fr

Jan Fidrmuc

Univ. Lille, CNRS, IESEG School of Management, UMR 9221 – LEM, F-59000, France | jan.fidrmuc@univ-lille.fr



Fractures nationales: Retrait des services publics et dynamiques électorales

Nur Bilge, Etienne Farvaque, and Jan Fidrmuc

*Université de Lille, CNRS, IESEG School of Management, UMR 9221 Lille Economie Management,
F-59000 Lille, France*

1 Introduction

L'ouvrage de Fourquet (2019) a été accompagné d'un important débat public, comme l'avait été celui de Guilluy (2014). Une des dimensions de ces ouvrages est la déconnexion entre les différents types de territoires français, chacun formant une "île" séparée des autres dans une société française fragmentée, coupée en deux entre les territoires profitant de l'accumulation de richesses et ceux qui se situent à leur "périphérie".

Une dimension importante du débat porte sur la désertion de certains territoires par les services publics, le retrait de la présence de l'État, pour des raisons de rationalisation de l'offre notamment, créant une rupture entre des portions du territoire français bénéficiant d'une offre large de services publics et d'autres moins bien desservis.

Notre article s'inscrit dans ce débat, et son objet est d'étudier si l'évolution (à la baisse) de la présence des services publics vient effectivement alimenter une forme de colère des citoyens, dont une traduction serait le vote pour des partis extrêmes. Quoique se situant dans la lignée de certaines analyses proposées pour expliquer l'élection de Donald Trump aux États-unis (Ali et al., 2023; Hochschild, 2016) mettant la colère et le ressentiment au cœur du comportement électoral, l'étude vise à comprendre l'expérience française, et à mesurer si les politiques publiques mises en oeuvre et se traduisant par un retrait des services publics alimentent un comportement électoral de type "vote extrême" (d'extrême droite ou d'extrême gauche). Le lien entre coupes dans les politiques publiques et comportement électoral fournit des éléments de compréhension importants du vote en faveur du Brexit (Fetzer, 2019). Pour analyser si ces déterminants se

retrouvent dans le cas français, nous utilisons les données les plus détaillées possibles, et plaçons le retrait des services publics au coeur de l'analyse.

L'étude se situe donc dans le champ des études économiques qui ont analysé les causes de la montée du populisme, tel que reflété par les votes pour les partis d'extrême gauche ou d'extrême droite. Le populisme est un concept difficile à cerner, abritant généralement des mouvements politiques qui partagent une demande de protection à court terme. Il peut être défini par trois caractéristiques principales (Guiso et al., 2017): (i) la revendication de protéger le peuple contre l'élite, (ii) l'accent mis sur des politiques économiques de soutien à la demande, et (iii) une forme de dédain des conséquences futures des politiques proposées. Les populistes perçoivent le peuple comme une entité homogène avec une "volonté générale" et s'opposent ainsi au pluralisme démocratique et à l'État de droit (Mudde, 2004). L'influence des partis populistes peut aller au-delà de ces principes fondateurs, affectant négativement d'autres aspects tels que la séparation des pouvoirs, les droits des minorités (Huber & Schimpf, 2017), et la liberté d'expression (Kenny, 2020). Pour ces raisons également, le populisme est souvent considéré comme une menace potentielle pour la stabilité des démocraties, questionnant leurs principes fondamentaux (Abts & Rummens, 2007).

Notre contribution se situe sur deux pans de la littérature. Premièrement, nous contribuons à la littérature examinant les impacts politiques des dépenses publiques, des politiques redistributives et de l'influence des inégalités sur le succès des mouvements populistes. Par exemple, plusieurs études rapportent une forte association entre une plus grande inégalité et la polarisation politique croissante aux États-Unis (Duca & Saving, 2016; Garand, 2010; McCarty et al., 2016; Voorheis et al., 2015). Winkler (2019) documente une corrélation positive entre inégalités et soutien aux partis de gauche. Dorn et al. (2020), trouvent, eux, un effet positif de l'augmentation de l'inégalité entre les régions sur le soutien aux partis d'extrême droite en Allemagne. Les partis extrémistes de gauche bénéficient également de l'augmentation des inégalités économiques régionales. Cependant, tandis que le parti de gauche allemand Die Linke bénéficie uniquement de l'augmentation des inégalités dans les régions de l'Allemagne de l'Ouest, les partis d'extrême droite - notamment l'AfD - rencontrent un succès particulier en Allemagne de l'Est. L'effet exact des inégalités pourrait donc dépendre d'autres facteurs contextuels. Ces facteurs peuvent dépendre, par exemple, du développement économique régional, mais aussi des expériences individuelles des groupes de votants concernés. Roth and Wohlfart (2018), par exemple, constatent que les personnes ayant connu une plus grande inégalité pendant leurs années formatrices sont plus susceptibles de rejeter la redistribution et moins susceptibles de soutenir les partis de gauche.

Cette littérature a également examiné l'"insécurité économique". Dans leur étude, Guiso et al. (2024) utilisent des données d'enquête provenant de 31 pays européens et mesurent l'insécurité économique le long de trois dimensions (capacité à vivre avec le revenu actuel, expérience du chômage, impact de la mondialisation sur l'emploi). Les résultats de leur étude suggèrent que l'augmentation de l'insécurité économique est corrélée à un soutien accru aux partis populistes.

Deuxièmement, notre article vient compléter la littérature sur les causes du populisme en examinant les remèdes possibles. Cette littérature a analysé les conséquences politiques de la migration internationale (Dustmann et al., 2019; Halla et al., 2017; Steinmayr, 2021; Torres, 2023), les "chocs" macroéconomiques comme les crises financières (Funke et al., 2016), l'augmentation du commerce international (Autor et al., 2020; Dippel et al., 2022) ou le changement technologique (Anelli et al., 2019; Frey et al., 2018). Cette littérature montre que les sous-unités régionales des économies développées sont très différemment affectées par les évolutions macroéconomiques. Alors que certaines régions bénéficient de l'évolution économique, d'autres sont laissées pour compte dans le changement structurel. Les régions du côté perdant de ce processus sont plus susceptibles de soutenir les partis et candidats populistes. On retrouve ici les analyses de Ali et al. (2023), Fetzer (2019), and Hochschild (2016).

Les deux articles les plus proches de notre analyse sont ceux de Godoye and Genre-Grandpierre (2023) et de Rodríguez-Pose et al. (2023). Les premiers analysent les fermetures des agences bancaires du Crédit Agricole entre 2007 et 2017, et à évaluent leur impact sur l'accessibilité aux services. Leurs résultats sont que la "déprise" territoriale est limitée, et surtout qu'elle ne se cumule pas (avec un retrait simultané des services publics et bancaires). Selon les auteurs: "Il n'y a donc pas de vastes secteurs qui se verraient peu à peu éloignés de tout, délaissés, même si les fermetures et les dégradations d'accessibilité conséquentes peuvent être très mal vécues par les populations concernées" (Godoye & Genre-Grandpierre, 2023). Les résultats de Rodríguez-Pose et al. (2023) sont moins optimistes: en étudiant l'association entre PIB par habitant, inégalités interpersonnelles, et montée du populisme d'extrême droite en Europe et aux États-Unis, les auteurs montrent que si, aux États-Unis, ni l'inégalité interpersonnelle ni le déclin économique ne peuvent expliquer le soutien populiste à eux seuls, ces facteurs prennent de l'importance lorsqu'ils sont considérés conjointement avec la composition raciale de la région. Les comtés avec une grande part de population blanche où la croissance économique a été stagnante et où les inégalités ont augmenté ont soutenu Donald Trump. En Europe, le facteur le plus significatif derrière la montée du populisme d'extrême droite est le déclin économique. Cet effet est particulièrement important dans les zones avec une forte part

d'immigration.

Par rapport à ces deux analyses, notre article se concentre sur la France, et considère le retrait des services publics sur l'ensemble du territoire, au niveau communal, pour voir si les lieux les plus "délaissés" par les services publics sont associés à une montée des votes extrêmes. Le cas français a en effet ceci de différent avec d'autres (notamment américain) que le populisme s'y exprime à la gauche comme à la droite des partis généralement qualifiés "de gouvernement". Les deux types de populismes seront donc considérés dans l'analyse.

Nos résultats montrent que le retrait des services publics, sur la période 1998-2022, est bien associée à une montée des votes en faveur des partis extrêmes. Ils montrent aussi, de façon intéressante, que les dynamiques ne sont pas les mêmes à gauche et à droite, selon les types de services publics concernés, et selon la taille des communes. Le retour des services publics ne saurait donc suffire à combattre le populisme, les ressorts du vote protestataire étant plus fins qu'une analyse plus agrégée ne pourrait le laisser penser.

La structure de l'article est la suivante: la section 2 décrit les données utilisées. La méthodologie est ensuite présentée. La section 4 détaille les résultats obtenus ; la section 5 présente les tests de robustesse effectués, et la section 6 contient nos conclusions.

2 Les données

La variable d'intérêt de notre analyse est l'offre de services publics au niveau communal. Cette données est définie comme le nombre d'équipements publics disponibles. Nous utilisons l'inventaire communal de l'INSEE à partir de l'année 1998, cette source devenant la base permanente des équipements (BPE, disponible chaque année depuis 2007 jusque 2020). Les données renseignent sur le niveau d'équipements et de services pour les communes, par catégories et pour chacune des communes françaises.

Nous retenons les catégories d'équipements publics au niveau communal susceptibles d'améliorer le bien-être des citoyens par leur présence - ou de le détériorer par leur absence -, mais aussi dont le retrait sera visible et donc ressenti par les électeurs. L'accès à des équipements fondamentaux améliore les conditions de vie des habitants et simplifie leur quotidien (mobilité, accès rapide, gain de temps, etc.). Nous retenons donc comme catégories de services publics la police (et gendarmerie), la trésorerie, Pôle Emploi (récemment devenu France Travail), la Poste, et les institutions d'enseignement. Pour cette dernière catégorie, seule l'offre publique est retenue, et nous ne conservons que les niveaux d'enseignements primaire et élémentaire,

les autres niveaux étant souvent partagés de façon historique entre plusieurs communes. Avec ces catégories, nous couvrons les services publics liés aux questions de sécurité (police et gendarmerie), de proximité de l'Etat par rapport aux citoyens (les services des impôts, qui assurent aussi un rôle de renseignement des contribuables, Pôle Emploi, la Poste) et d'universalité de l'offre d'éducation (élémentaire et primaire). On considère la quantité d'équipements en raison du manque d'informations sur leur qualité.

Tableau 1: Statistiques descriptives: évolution de la présence des services publics

	Niveau	Variation		
	1998	Δ 1998-2008	Δ 2008-2018	Δ 1998-2018
Police	0.072 (0.357)	-0.007 (0.151)	-0.010 (0.209)	-0.017 (0.264)
Trésorerie	0.056 (0.300)	-0.017 (0.209)	-0.015 (0.194)	-0.032 (0.276)
Pôle emploi	0.003 (0.037)	-0.002 (0.036)	0.033 (0.293)	0.031 (0.294)
Poste	0.426 (0.973)	-0.156 (0.720)	-0.065 (0.747)	-0.222 (0.932)
Institution d'enseignement	1.679 (2.376)	-1.068 (2.104)	-0.087 (0.751)	-1.153 (2.201)
.....				
Équipements publics	2.237 (2.844)	-1.251 (2.308)	-0.144 (1.150)	-1.394 (2.532)
Observations	31535	31513	31470	31439

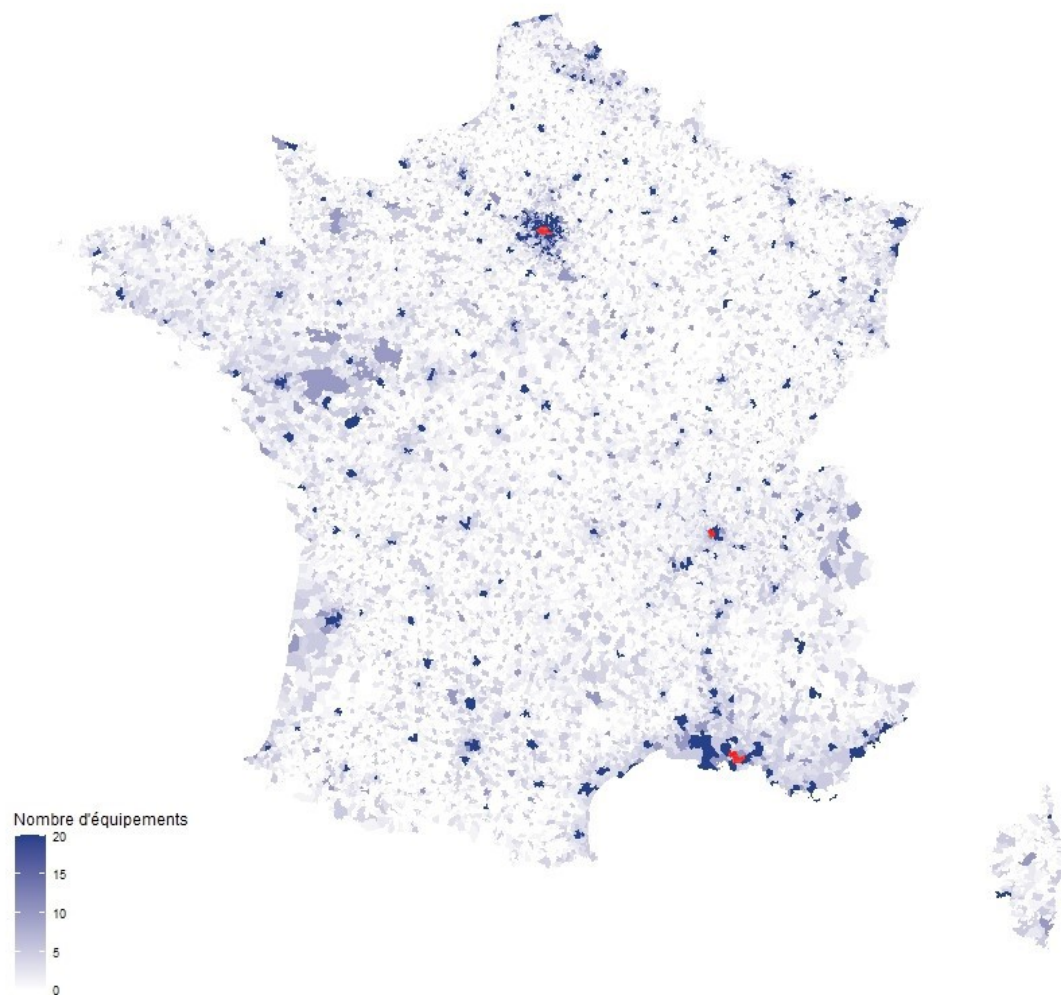
Notes: Les moyennes de changement dans les équipements publics pour 1000 habitants sont rapportées. Les écarts-types calculés au niveau des communes sont indiqués entre parenthèses. Paris, Lyon, Marseille et les communes absorbées ne sont pas incluses. *Source:* calculs des auteurs à partir des données Inventaire communal (1998) et BPE (2008 & 2018).

Le tableau n°1 présente des statistiques sur la variation des équipements publics retenus dans l'étude pour chaque décennie couverte par l'analyse, puis globalement. La dernière ligne du tableau présente la (variation de la) somme de ces équipements publics. Notre motivation est de mesurer la réduction du nombre d'équipements publics dans le temps. Paris, Lyon et Marseille ne sont pas incluses dans notre analyse, du fait de leur taille, et donc de leur capacité à "retenir" les services publics. Nous excluons également de l'échantillon les communes qui ont disparu, ou ont été absorbées, sur la période. Notre échantillon est donc quasi-exhaustif, avec plus de 30000 communes sur les 36000 que compte la France. Pour mesurer l'effet du "délaissement" sur les votes populistes ou extrêmes, nous considérons en effet que ce qui compte, ce sont les communes où il y a un manque d'équipements, ou bien où le nombre des équipements se réduit, jusqu'à

ce que ces communes (et leurs citoyens) se sentent «oubliées» (Rodríguez-Pose et al., 2023), le retrait des services publics accentuant l'effet de périodes de déclin économique et de stagnation (Pike et al., 2023). On constate bien le retrait des services publics sur la période considérée, la variation étant en moyenne, sur la période 1998-2018, de -1.394 pour 1000 habitants.

La distribution des services publics est illustrée dans la figure n°1. Le fait que tout le monde n'ait pas le même accès aux services publics est susceptible d'accroître les inégalités entre les habitants des différentes communes. Ce phénomène, en alimentant la "colère» des citoyens, pourrait conduire à une réaction électorale en faveur des partis populistes, ou extrémistes.

Figure 1: Distribution des équipements publics en 2018



Notes: Le nombre d'équipements publics est fixé à 5 si le nombre d'équipements publics est compris entre 5 et 10, à 10 si le nombre est compris entre 10 et 20, et à 20 si le nombre est supérieur à 20. Paris, Lyon et Marseille sont indiqués en rouge.

Source: calculs des auteurs à partir des données Base permanente des équipements (2018), INSEE

Pour analyser les effets du changement du nombre d'équipements publics sur l'évolution des résultats électoraux, nous utilisons les résultats du premier tour des élections présidentielles de 2002, 2012 et 2022, qui proviennent du Ministère de l'Intérieur et des Outre-Mer. Nous disposons ainsi d'informations détaillées sur le nombre d'inscrits, d'abstentions, de votants, de suffrages exprimés pour chaque candidat, mais aussi de votes blancs et nuls (que nous utiliserons dans nos tests de robustesse). La classification des partis reprend celle utilisée par de Edo et al. (2019), également reprise par Cagé and Piketty (2023). Ces derniers portent également dans leur analyse une attention particulière à la polarisation politique. Les partis politiques sont ainsi divisés en quatre courants politiques: extrême gauche, gauche et verts, centre-droit et extrême droite (voir tableau n°A.1 en annexe).

Tableau 2: Statistiques descriptives des résultats électoraux des partis au cours des années

	2002	2012	2022
Centre-droit	0.39 (0.09)	0.37 (0.09)	0.35 (0.08)
Gauche-verts	0.27 (0.07)	0.27 (0.08)	0.05 (0.03)
Extrême-gauche	0.14 (0.05)	0.13 (0.05)	0.20 (0.07)
Extrême-droite	0.20 (0.07)	0.23 (0.07)	0.39 (0.10)
.....			
Votes extrêmes	0.34 (0.08)	0.36 (0.07)	0.59 (0.08)
Observations	31535	31530	31460

Notes: Le tableau présente la moyenne des résultats des élections. Les écarts-types calculés au niveau des communes sont indiqués entre parenthèses. Paris, Lyon, Marseille et les communes soumis à la réforme territoriale, surtout les communes absorbées ne sont pas incluses. *Source:* calculs des auteurs à partir des données Ministère de l'Intérieur et des Outre-Mer.

Le tableau n°2 présente les statistiques descriptives des votes reçus par les partis d'extrême droite et d'extrême gauche sur la période 2002-2022. Les données révèlent une polarisation politique croissante au cours de la période étudiée, notamment par l'augmentation régulière des votes d'extrême droite, qui double quasiment ses scores entre le début et la fin de la période, surtout dans le nord-est de la France (voir la figure n°2). Au total, les votes extrêmes représentent en 2022 plus de la moitié des suffrages exprimés au premier tour de la présidentielle, et leur

présence se fait sentir sur l'ensemble du territoire (voir les figures n° 2 et 3). Au-delà de cette classification, lorsque nous examinons les partis et les candidats de manière plus spécifique, le tableau n°A.2 en annexe montre que la hausse est largement due aux votes reçus par le Front National (devenu Rassemblement National) pour l'extrême droite et par La France Insoumise pour l'extrême gauche. Les variables de contrôle au niveau de la commune proviennent de l'ensemble des données fournies par Cagé and Piketty (2023).

Figure 2: Évolution des voix des partis d'extrême gauche (2002-2022)

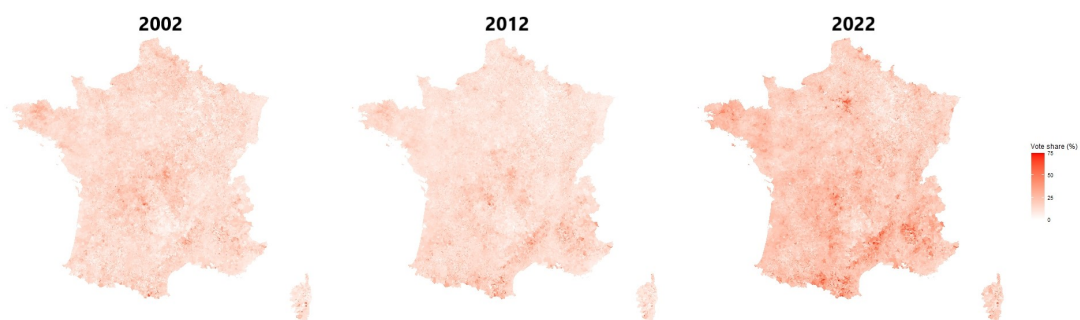
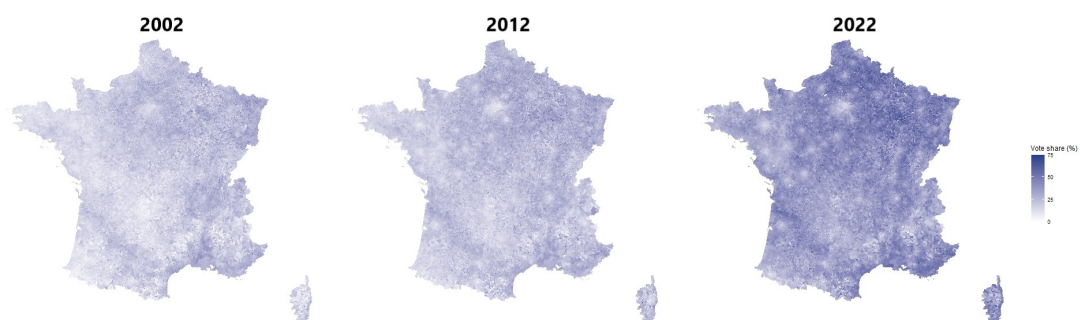


Figure 3: Évolution des voix des partis d'extrême droite (2002-2022)



3 Méthodologie

L'analyse est réalisée à l'aide d'un modèle en différences premières écrit de la façon suivante:

$$\Delta Vote_{i,m,e} = \beta_0 \cdot \Delta Eqp_{m,BPE} + \beta_1 \cdot \Delta X_{m,e} + \lambda_{BPE} + \lambda_m + \Delta \epsilon_{m,e} \quad (1)$$

où m et e sont les indices représentatifs de la commune et de l'année d'observation (qui est une année électorale), respectivement. $\Delta Vote_{i,m,e}$ représente la variation des votes, qui est définie comme la proportion du total des votes pour le parti déclaré i par rapport aux votes valides dans la commune m au temps e . $\Delta Eqp_{m,BPE}$ est la variation des équipements publics, définie comme le rapport entre le nombre d'équipements publics et la population totale de la commune m au temps BPE . La donnée est prise en décalage avec l'année électorale. Ainsi, pour l'élection de 2022, nous considérons les équipements de la base de 2018. Le modèle inclut un effet fixe année du nombre d'équipements λ_{BPE} et aussi l'effet fixe entité λ_m pour tenir compte des caractéristiques non observables des communes et des années considérées.¹

$X_{m,e}$ représente le vecteur des contrôles démographiques, socio-économiques et structurels propres à chaque commune. En lien avec la littérature citée précédemment, les contrôles démographiques comprennent la population âgée de 60 ans et plus, la population âgée de 15 à 39 ans, la proportion de femmes et la proportion d'étrangers dans la commune. En outre, l'âge moyen dans la commune sera utilisé dans certaines estimations supplémentaires comme une alternative à la population âgée de 60 ans et plus et à la population âgée de 15 à 39 ans. Toujours en conformité avec la littérature, les contrôles socio-économiques sont le taux de chômage et le pourcentage de diplômés de l'enseignement secondaire ou supérieur parmi les personnes âgées de 25 ans et plus. Les diplômés de l'enseignement supérieur ou plus parmi les personnes âgées de 25 ans et plus seront inclus comme alternative aux diplômés de l'enseignement secondaire dans certaines estimations. Pour tenir compte de la structure des communes, le PIB communal par habitant (en pourcentage du PIB national moyen par habitant) est remplacé par le revenu moyen par adulte (en pourcentage du revenu moyen par adulte en France). La dernière série de contrôles porte sur les catégories d'emploi, qui couvrent les agriculteurs, les indépendants, les cadres, les professions intermédiaires et les ouvriers.

¹La prise en compte des deux types d'effets fixes et le décalage de quatre ans entre chaque élection et chaque source d'information sur les équipements publics réduit le problème d'endogénéité potentielle. En outre, sur certains équipements publics considérés (service des impôts par exemple), la décision n'est pas prise au niveau de la commune, mais des services de l'État, ce qui réduit encore la possibilité d'un tel biais.

4 Résultats

4.1 Principaux résultats

Le tableau n°3 présente les résultats de l'estimation du modèle en différences premières sur les parties d'extrême gauche et, parallèlement, le tableau n°4 présente ceux obtenues avec l'extrême droite. Dans ces deux tableaux, huit spécifications sont présentées, selon la prise en compte de différentes variables de contrôle dans l'estimation.

La première régression du tableau n°3 inclut uniquement les effets fixes et notre variable d'intérêt. La relation obtenue entre la variation des services publics sur l'ensemble de la période et les votes pour les parties d'extrême gauche est négative. Étant donné que, on l'a vu, les services publics connaissent un retrait sur la période, cela induit que la perte de services publics vient nourrir les votes extrême gauche. Le coefficient est de 1.668, et comme la variation moyenne sur la période est de 1,394, nous pouvons en déduire que chaque perte de service public pour 1000 habitants vient augmenter le vote pour l'extrême gauche de 2,33 points de pourcentages, un effet qui n'est pas négligeable. Comme on le voit, cette relation est robuste à l'intégration des divers contrôles socio-économiques, et son ampleur reste globalement constante. La réaction obtenue est donc conforme à la crainte d'être oublié ou délaissé, telle que mise en avant par Rodríguez-Pose et al. (2023) sur le cas européen.

Pour ce qui concerne l'extrême droite, le tableau n°4 est structuré de la même manière que le précédent. On observe toujours un effet négatif entre les variables. Le retrait des services publics vient donc bien alimenter un vote populiste, qui s'exprime à la fois à l'extrême gauche et à l'extrême droite. L'effet est toutefois un peu plus faible pour l'extrême droite (1,65 points de pourcentage de voix exprimées en plus par perte d'une unité de service public par habitant). Là encore, la relation est robuste à l'inclusion des divers contrôles. Pour ce pan de l'électorat également, donc, le sentiment de devenir "périphérique" se traduit par un vote protestataire.

De façon peut-être surprenante, la part d'étrangers dans la commune fait apparaître une relation positive avec le vote extrême, de gauche comme de droite. La part d'agriculteurs révèle, elle, une association négative. Par contre, la richesse de la commune ne vient alimenter que le vote d'extrême droite, sans avoir d'impact significatif pour celui d'extrême gauche.

Une question que soulèvent ces résultats est de savoir si l'augmentation des voix des partis extrêmes s'effectue au détriment des partis de gouvernement. Pour y répondre, au lieu de ne considérer que le pourcentage de voix à chaque élection dans une commune, nous examinons l'évolution des votes en faveur de ces partis par rapport à ceux apportés aux partis de gouverne-

ment. La variable dépendante des estimations reportées au tableau n°5 est donc définie de la façon suivante:

$$\Delta Distance = [CentreDroit_{m,e} - VoteExtreme_{m,e}] - [CentreDroit_{m,e-1} - VoteExtreme_{m,e-1}]$$

où $e - 1$ renvoie à la précédente élection. Les résultats montrent qu'une augmentation des équipements publics induit bien une augmentation de la distance relative entre les partis. Autrement dit, les voix se portant sur les partis extrêmes se font bien au détriment des partis de gouvernement. Les résultats obtenus correspondent à ceux attendus dans le cadre de l'hypothèse du vote réactionnaire. En cas de déclin des équipements publics, les habitants peuvent avoir le sentiment que le système politique actuel ne sert pas leurs intérêts. Ce mécontentement est crucial pour déterminer quel parti soutenir lors des élections, en particulier lorsqu'il s'agit de voter pour des partis anti-système. L'effet négatif des biens publics sur la proportion de votes, constaté dans les résultats précédents, est confirmé par un effet positif sur la distance relative entre les partis populistes et le parti de centre-gauche.

4.2 Analyse par taille de commune

Il est possible que le sentiment de devenir "périphérique" dépende de la taille de la commune dans laquelle les électeurs s'expriment. En effet, plus la commune est de petite taille, plus la probabilité que la perte d'un équipement soit fortement ressentie pourrait être grande.

Dans cette section, nous montrons les résultats d'estimation du modèle en différences premières sur la variation des votes lorsque les communes sont classées par strate démographique, c'est-à-dire lorsque la distribution de la population est utilisée pour définir des seuils démographiques. Ici, les communes sont regroupées en fonction du nombre d'habitants, dans les catégories suivantes: moins de 200, 200-500, 500-1250 et plus de 1250.

La figure n°4 montre les résultats pour l'extrême gauche et l'extrême droite. Alors que dans les plus petites communes (moins de 200 habitants), l'effet n'est pas significatif pour l'extrême gauche, nous constatons que l'effet est de plus en plus significatif en fonction de l'accroissement de la population des communes (figure n°4). De façon non intuitive par rapport au débat public qui a entouré les publications des ouvrages de Fourquet (2019) Fourquet et de Guilluy (2014) Guilly, il ressort donc de cette analyse que plus la commune est de grande taille, plus le retrait des services publics nourrit le vote d'extrême gauche. Cet effet "taille de la commune" est encore plus important dans le cas de l'extrême droite, car il n'est significatif que pour les plus grandes communes dans ce cas. Le coefficient associé est en outre plus important pour l'extrême gauche

que pour l'extrême droite.

Tableau 3: Estimation des suffrages des partis d'extrême gauche

ΔPart des votes pour l'extrême gauche	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)
ΔÉquipement public par tête	-1.668*** (0.191)	-1.649*** (0.191)	-1.647*** (0.191)	-1.646*** (0.191)	-1.647*** (0.191)	-1.646*** (0.191)	-1.646*** (0.191)	-1.609*** (0.191)
Δ Part des jeunes (15-39 ans)		-0.003 (0.004)		-0.003 (0.004)	-0.003 (0.004)	-0.003 (0.004)	-0.002 (0.004)	-0.004 (0.004)
Δ Part des 60 ans et plus		-0.007* (0.004)		-0.008** (0.004)	-0.007* (0.004)	-0.008** (0.004)	-0.007* (0.004)	-0.007* (0.004)
Δ Part des femmes		-0.002 (0.005)	-0.002 (0.005)	-0.002 (0.005)	-0.002 (0.005)	-0.002 (0.005)	-0.002 (0.005)	-0.002 (0.005)
Δ Part des étrangers		0.041** (0.020)	0.041** (0.020)	0.041** (0.020)	0.041** (0.020)	0.041** (0.020)	0.041** (0.020)	0.039** (0.020)
Δ Âge moyen			-0.000*** (0.000)					
Δ Part des chômeurs				-0.004 (0.005)	-0.004 (0.005)	-0.004 (0.005)	-0.004 (0.005)	-0.005 (0.005)
Δ Part de diplômés de l'enseignement secondaire +				-0.005* (0.003)		-0.005* (0.003)	-0.005** (0.003)	-0.003 (0.003)
Δ Part de diplômés de l'enseignement supérieur					-0.002 (0.003)			
Δ PIB municipal par capita						-0.000 (0.002)		-0.001 (0.002)
Δ Revenu moyen par adulte							0.003* (0.002)	
Δ Part d'agriculteurs								-0.018*** (0.004)
Δ Part d'indépendants								-0.009** (0.004)
Δ Part de managers								-0.005 (0.003)
Δ Part de professions intermédiaires								-0.004* (0.002)
Observation	62966	62966	62966	62966	62966	62966	62966	62966
Contrôles démographiques	X	✓	Alt.	✓	✓	✓	✓	✓
Contrôles socio-économiques	X	X	X	✓	Alt.	✓	✓	✓
Contrôles de structure communale	X	X	X	X	X	✓	Alt.	✓
Contrôle des catégories de travail	X	X	X	X	X	X	X	✓

Notes: La variable dépendante est la variation de la part des votes pour les partis d'extrême gauche. La part des votes est définie comme la proportion de votes valides pour le parti déclaré par rapport au total des votes dans la commune. Les variables indépendantes sont définies comme la variation des équipements publics par habitant dans la commune. La mention "Alt." indique l'inclusion d'une variable de contrôle alternative. Les erreurs standard clusterisées au niveau de la commune sont entre parenthèses. * p<0.1, ** p<0.05, *** p<0.01.

Tableau 4: Estimation des suffrages des partis d'extrême droite

ΔPart des votes pour l'extrême droite	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)
ΔÉquipement public par tête	-1.187*** (0.243)	-1.126*** (0.246)	-1.131*** (0.246)	-1.128*** (0.246)	-1.127*** (0.246)	-1.128*** (0.246)	-1.128*** (0.246)	-1.104*** (0.247)
Δ Part de jeunes (15-39 ans)		0.003 (0.005)		0.003 (0.005)	0.003 (0.005)	0.003 (0.005)	0.003 (0.005)	0.002 (0.005)
Δ Part de 60 ans et plus		-0.008* (0.004)		-0.008* (0.005)	-0.008* (0.005)	-0.008* (0.005)	-0.007 (0.005)	-0.008* (0.005)
Δ Part de femmes		0.011* (0.006)	0.011* (0.006)	0.011* (0.006)	0.011* (0.006)	0.011* (0.006)	0.011* (0.006)	0.010* (0.006)
Δ Part d'étrangers		0.145*** (0.022)	0.144*** (0.022)	0.144*** (0.022)	0.144*** (0.022)	0.144*** (0.022)	0.143*** (0.022)	0.142*** (0.022)
Δ Âge moyen			-0.000** (0.000)					
Δ Part de chômeurs				0.001 (0.006)	0.001 (0.006)	0.001 (0.006)	0.001 (0.006)	0.000 (0.006)
Δ Part de diplômés de l'enseignement secondaire +				0.003 (0.003)		0.002 (0.003)	0.002 (0.003)	0.004 (0.003)
Δ Part de diplômés de l'enseignement supérieur					0.000 (0.004)			
Δ PIB municipal par capita						0.007*** (0.003)		0.007*** (0.003)
Δ Revenu moyen par adulte							0.005** (0.002)	
Δ Part d'agriculteurs								-0.014*** (0.005)
Δ Part d'indépendants								0.001 (0.004)
Δ Part de managers								-0.010** (0.004)
Δ Part de professions intermédiaires								0.002 (0.003)
Observation	62966	62966	62966	62966	62966	62966	62966	62966
Contrôles démographiques	X	✓	Alt.	✓	✓	✓	✓	✓
Contrôles socio-économiques	X	X	X	✓	Alt.	✓	✓	✓
Contrôles de structure communale	X	X	X	X	X	✓	Alt.	✓
Contrôle des catégories de travail	X	X	X	X	X	X	X	✓

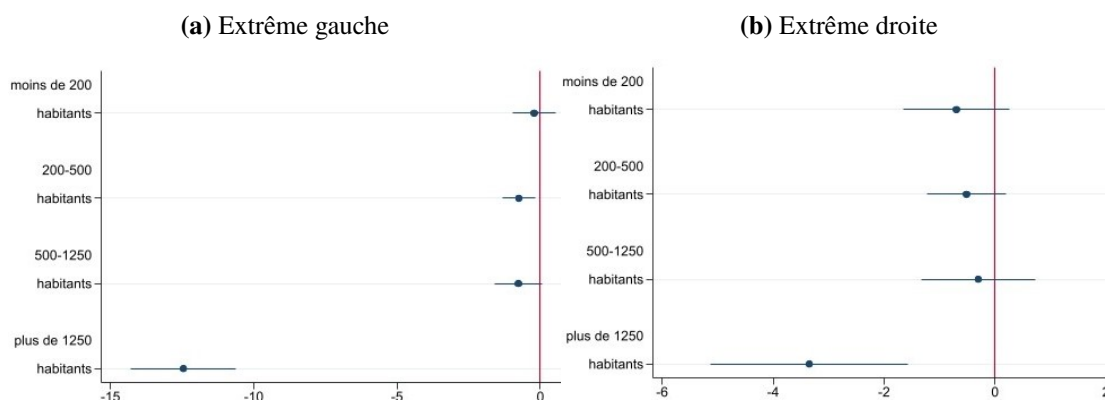
Notes: La variable dépendante est la variation de la part des votes pour les partis d'extrême droite. La part des votes est définie comme la proportion de votes valides pour le parti déclaré par rapport au total des votes dans la commune. Les variables indépendantes sont définies comme la variation des équipements publics par habitant dans la commune. La mention "Alt." indique l'inclusion d'une variable de contrôle alternative. Les erreurs standard clusterisées au niveau de la commune sont entre parenthèses. * p<0.1, ** p<0.05, *** p<0.01.

Tableau 5: Prise en compte de la distance par rapport aux partis de centre-droit

Δ Distance entre le centre-droit et l'extrême gauche	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)
Δ Équipement public par tête	3.612*** (0.417)	3.469*** (0.419)	3.475*** (0.419)	3.460*** (0.419)	3.462*** (0.419)	3.460*** (0.419)	3.461*** (0.419)	3.331*** (0.419)
Δ Distance entre le centre-droit et l'extrême droite	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)
Δ Équipement public par tête	3.131*** (0.519)	2.946*** (0.524)	2.958*** (0.524)	2.942*** (0.524)	2.942*** (0.524)	2.942*** (0.524)	2.943*** (0.524)	2.826*** (0.527)
Observation	62966	62966	62966	62966	62966	62966	62966	62966
Contrôles démographiques	X	✓	Alt.	✓	✓	✓	✓	✓
Contrôles socio-économiques	X	X	X	✓	Alt.	✓	✓	✓
Contrôles de structure communale	X	X	X	X	X	✓	Alt.	✓
Contrôle des catégories de travail	X	X	X	X	X	X	X	✓

Notes: La variable dépendante est la variation de la distance entre la part des votes d'extrême gauche et la part des votes du centre-droit. La variable indépendante est la variation du nombre des équipements financés par le secteur public par habitant. La mention "Alt." indique l'inclusion d'une variable de contrôle alternative. Les erreurs standard clusterisées au niveau de la commune sont entre parenthèses. * p<0.1, ** p<0.05, *** p<0.01.

Figure 4: Analyse par taille de commune



Notes: La variable dépendante est la variation de la part des votes pour les partis d'extrême droite. La variable indépendante est définie comme la variation des équipements publics par habitant dans la commune. Les contrôles démographiques, socio-économiques et de structure communale sont inclus, ce qui correspond à la colonne (6) du tableau n°3 et n°4, respectivement. Les erreurs standard clusterisées au niveau de la commune sont entre parenthèses. * p<0.1, ** p<0.05, *** p<0.01.

4.3 Prise en compte de l'hétérogénéité des variations

Si les services publics ont connu un retrait, en moyenne, sur la période étudiée, ce n'est pas le cas dans chacune des communes française. Certaines n'ont pas connu de variation de leur offre de services, d'autres ont obtenu des services supplémentaires. Nous définissons donc une variable muette qui vaut 1 lorsque la variation a été négative, et 0 si elle a été positive ou nulle (cette définition venant de l'hypothèse que les communes "oubliées" sont plus susceptibles de connaître une augmentation du vote populiste).

Tableau 6: Analyse par niveau initial d'équipements

	Δ Part des votes pour l'extrême gauche	Δ Part des votes pour l'extrême droite
	(1)	(2)
Δ Équipement public par tête	-2.749*** (0.703)	-2.578*** (0.807)
Variation des équipements publics		
0= positif ou nul		
1= négatif	0.002** (0.001)	-0.002 (0.001)
Interaction	1.599** (0.782)	1.387 (0.923)
Wald Test	32.89***	8.35***
Observation	62966	62966

Notes: Tous les modèles incluent des contrôles démographiques, socio-économiques et de la structure communale. Les erreurs standard clusterisées au niveau de la commune sont entre parenthèses. * p<0.1, ** p<0.05, *** p<0.01.

Le modèle de base est ensuite testé, avec l'ajout de termes d'interaction entre la variation négative des équipements et le niveau initial d'équipements par tête, de façon à vérifier si le retrait des services publics par rapport au niveau initial est bien en mesure de rendre compte de l'expression électorale populiste. Cela permet de constater des différences de résultats pour certains aspects entre les communes ayant des variations d'équipement différentes. Les résultats, exposés au tableau n°6, montrent d'abord que plus le niveau d'équipement initial est élevé, et moins les votes en faveur d'un parti populiste, de gauche ou de droite, sont élevés. Quant à l'interaction avec la variable muette, elle ne ressort significativement que pour les partis d'extrême gauche. Le coefficient étant positif, on vérifie que la perte de services publics nourrit le vote populiste. Même si le test de Wald (effectué afin de vérifier que tous les coefficients associés à l'interaction des facteurs sont nuls) nous permet de vérifier qu'il existe une interaction statistiquement significative entre les deux variables pour chaque type de vote (gauche ou droite),

il ressort que l'interaction n'est pas significative pour l'extrême droite.

En d'autres termes, on vérifie que l'effet induit est plus marqué dans les communes qui ont connu un retrait des équipements publics (conformément à l'analyse de Rodríguez-Pose (2020), qui montre que la hausse des votes pour les partis anti-systèmes est liée au déclin économique à long terme des régions qui ont été désavantagées au fil du temps). Cependant, la perte de services publics affecte plus les votes d'extrême gauche que d'extrême droite.

4.4 Analyse par type d'équipements

Les électeurs sont-ils plus sensibles à la perte de certains équipements publics plus qu'à d'autres? Pour répondre à cette question, nous avons désagrégé notre indicateur de présence des services publics en ses composantes.

Les résultats présentés dans le tableau n°7 montrent qu'une part importante des effets découle de la présence des services postaux et des institutions d'enseignement (maternelle et primaire). Dans le cadre de l'analyse de sensibilité, nous avons exclu du modèle un équipement public à la fois. Il convient de noter que les résultats du tableau n°A.3 en annexe montrent comment chaque équipement affecte l'estimation globale des équipements restants en retirant un équipement public à la fois. Dans tous les cas, les effets se concentrent sur les services postaux et les institutions d'enseignement.

Tableau 7: Estimation désagrégée des équipements sur les partis extrêmes

	Δ Part des votes pour l'extrême gauche		Δ Part des votes pour l'extrême droite	
Δ Police (par tête)	-3.222 (2.340)	-3.189 (2.336)	0.261 (2.791)	0.211 (2.816)
Δ Trésorerie (par tête)	0.075 (1.303)	0.108 (1.306)	-1.850 (1.740)	-1.789 (1.747)
Δ Pôle d'emploi (par tête)	-2.058 (1.586)	-2.094 (1.568)	-2.642 (2.260)	-2.725 (2.275)
Δ Poste (par tête)	-0.959** (0.465)	-0.924** (0.463)	-1.471*** (0.522)	-1.464*** (0.522)
Δ Institution d'enseignement (par tête)	-1.831*** (0.222)	-1.792*** (0.221)	-1.017*** (0.295)	-0.986*** (0.296)
Observation	62966	62966	62966	62966
Contrôle des catégories de travail	✗	✓	✗	✓

Notes: Tous les modèles incluent des contrôles démographiques, socio-économiques et de la structure communale. L'inclusion de contrôle des catégories de travail est indiquée. Les erreurs standard clusterisées au niveau de la commune sont entre parenthèses. * $p < 0,1$, ** $p < 0,05$, *** $p < 0,01$.

De manière intéressante, il apparaît que les services postaux et d'enseignement ont le même effet pour les deux types de partis. Cependant, les coefficients n'ont pas la même ampleur: la perte de services postaux affecte plus les votes d'extrême droite, et celle des institutions d'enseignements celle des électeurs de l'extrême gauche. Si la compréhension de ces effets différenciés peut être reliée à l'histoire et notamment à l'importance de l'éducation pour les forces de gauche, poursuivre l'analyse sort du périmètre de la présente étude. De même, même si les coefficients ne sont pas significatifs, on constate que la perte des services publics de sécurité (police et gendarmerie) impacte négativement le vote de gauche, et positivement le vote d'extrême droite. Là encore, si cet effet semble pouvoir être relié à la rhétorique de chacun des types de partis (avec un accent mis sur "la loi et l'ordre" différent), l'analyse sort du cadre de cette étude.

5 Tests de robustesse

Bien que différentes spécifications aient été présentées dans les sections précédentes, nous estimons l'impact des équipements publics sur les résultats électoraux en apportant quelques modifications à la spécification du modèle afin de vérifier la robustesse des résultats.

D'une part, comme indiqué précédemment, la classification des partis politiques retenue dans l'étude est celle de Edo et al. (2019). Pour vérifier la robustesse des résultats, nous faisons varier cette typologie, en utilisant successivement différentes définitions des partis extrêmes (voir tableau n°8). Étant donné qu'il est difficile de définir et de catégoriser les partis de gauche en France, différents regroupements sont testés.

Tout d'abord, la spécification (1) comprend les partis suivant: Lutte ouvrière, Ligue Communiste Révolutionnaire, Nouveau Parti Anticapitaliste, Parti Communiste Français, Parti de gauche et La France Insoumise. Si nous décomposons un peu plus ce groupe, dans la spécification (2), le parti Lutte ouvrière est traité comme le seul parti extrémiste. Dans les spécifications (3) et (4), les différents partis communistes sont regroupés. Les colonnes (5) et (6) présentent les analyses effectuées sur la base des candidats: Jean-Luc Melenchon et Jean-Marie Le Pen / Marine Le Pen, respectivement. Les résultats du tableau n°8 montrent que la variation des services publics a un effet négatif significatif sur les résultats des élections, même si des définitions différentes sont utilisées dans les définition des partis qualifiés de populistes ou extrêmes. Les résultats sont donc robustes aux différents regroupements. Cependant, il convient de noter que l'effet des partis de gauche est concentré sur la présence de La France Insoumise: lorsque ce

parti est présent dans la définition retenue, le coefficient augmente de façon importante.

Tableau 8: Estimation des suffrages des partis populistes - définition variable

Δ Votes pour les partis populistes	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
Δ Équipement public par tête	-1.677*** (0.189)	-0.208*** (0.077)	-0.102 (0.076)	-1.367*** (0.171)	-1.083*** (0.194)	-1.056*** (0.225)
Observation	62966	62966	62966	62966	62966	62966

Notes: La variable dépendante est la variation de la part des votes pour les partis suivants : (1) Extrême-gauche (Lutte ouvrière, Ligue communiste révolutionnaire Nouveau parti anticapitaliste et Parti de gauche / La France Insoumise). (2) Lutte ouvrière (Arlette Laguiller et Nathalie Arthaud). (3) Olivier Besancenot (Ligue communiste révolutionnaire) et Philippe Poutou (Nouveau parti anticapitaliste). (4) Parti communiste français (Robert Hue et Fabien Roussel) et Parti de gauche / La France Insoumise (Jean-Luc Mélenchon). (5) Jean-Luc Mélenchon (Parti de gauche / La France Insoumise). (6) Jean-Marie Le Pen (Front national) et Marine Le Pen (Front national / Rassemblement national). Les erreurs standard regroupées au niveau de la commune sont entre parenthèses. * p<0.1, ** p<0.05, *** p<0.01.

D'autre part, il est possible que la protestation contre le retrait des services publics s'exerce autrement que par un vote protestataire, mais par un refus de voter, ou un refus de s'exprimer pour les partis en présence. La baisse de la participation électorale est également une préoccupation, car l'abstention peut être interprétée comme une absence de représentation démocratique. Le déclin de la participation électorale ne diminue pas seulement la légitimité démocratique des gouvernants, mais affecte également l'acceptation par le public des décisions politiques. Dès lors, l'abstention elle-même peut alimenter la montée de l'extrémisme politique.

Tableau 9: Estimation des abstentions et des votes blancs-nuls

	Δ Abstention		Δ Votes blancs-nuls	
Δ Équipement public par tête	-89.445*** (21.152)	-88.309*** (20.694)	-5.279*** (0.962)	-5.220*** (0.946)
Observation	62983	62983	62983	62983
Contrôle des catégories de travail	✗	✓	✗	✓

Notes: La variable dépendante est la proportion d'abstentions et de votes blancs-nuls, respectivement. Les contrôles démographiques, socio-économiques et de structure communale sont inclus dans tous les modèles. L'inclusion du contrôle des catégories de travail est indiquée. Les erreurs standard clusterisées au niveau de la commune sont entre parenthèses. * p<0.1, ** p<0.05, *** p<0.01.

Nous prenons donc en compte ce phénomène dans le tableau n°9, qui montre les effets du changement du nombre d'équipements publics sur la variation du taux d'abstention et sur celle du taux de votes blancs et nuls au cours du premier tour des élections présidentielles. La présence d'un plus grand nombre d'équipements entraîne bien une baisse du taux d'abstention. Ce résultat confirme donc ceux obtenus précédemment: le retrait des services publics est fortement ressenti

par les électeurs, qui soit se retirent de la vie politique (en tout cas, ne s'expriment plus par la voie des urnes), soit se tournent vers les partis plus protestataires et extrêmes.

Enfin, nous prenons en compte la possibilité que les votes extrêmes se substituent à des votes pour les partis de gouvernement. Le tableau n°10 intègre les effets de la variation des services publics sur les votes exprimés en faveur des partis autres que extrêmes (en utilisant toujours la classification de Edo et al. (2019)). Les résultats confirment que l'effet est inverse par rapport à celui observé pour les partis extrêmes (voir tableau n°10). Par ailleurs, l'effet des variations de la quantité d'équipements publics est plus marqué pour les partis du centre-droit que pour les partis de gauche et écologistes. Les résultats sont en outre robustes à l'inclusion des contrôles pour les différentes catégories de définition du travail.

Tableau 10: Estimation des suffrages des partis dits de gouvernement

	Δ Votes partis centre-droit		Δ Votes partis centre gauche-écologistes	
Δ Équipement public par tête	1.815*** (0.349)	1.722*** (0.351)	0.959*** (0.305)	0.991*** (0.305)
Observation	62966	62966	62966	62966
Contrôle pour les catégories de travail	✗	✓	✗	✓

Notes: La variable dépendante est la proportion de votes pour les partis de centre-droit et de gauche-verts, respectivement. Les contrôles démographiques, socio-économiques et de structure communale sont inclus dans tous les modèles. L'inclusion du contrôle des catégories de travail est indiquée. Les erreurs standard clusterisées au niveau de la commune sont entre parenthèses. * $p < 0.1$, ** $p < 0.05$, *** $p < 0.01$.

6 Conclusion

Dans cette étude, nous avons identifié la réduction des équipements publics comme l'un des déterminants du succès des partis anti-système en France. Le secteur public est défini à partir des données de l'inventaire (1998) et de la Base Publique des Equipements (BPE, 2008 et 2018) concernant les catégories suivantes: police (et gendarmerie), trésorerie, Pôle emploi, Poste et institutions d'enseignement. Nous utilisons les résultats du premier tour des élections présidentielles de 2002, 2012 et 2022.

En cas de déclin des infrastructures publiques, les résidents peuvent avoir l'impression que le système politique ne répond plus à leurs besoins. Cela pourrait les inciter à chercher un autre moyen de rappeler leur existence aux autorités. Les résultats montrent que le retrait des services

publics sur la période nourrit les votes des partis extrêmes. Ce fait révèle la réaction des électeurs au fait d'être "oubliés", et crée une nouvelle fracture nationale. Ce mécontentement se traduit par un déplacement des votes vers les partis extrêmes. De façon plus précise, l'effet est due aux votes reçus par le Front National (devenu Rassemblement National) pour l'extrême droite et par La France Insoumise pour l'extrême gauche. Cette étude présente une analyse des effets de la réduction des équipements publics, non seulement en termes de réaction obtenue, qui se traduit par un déplacement vers les partis extrémistes, mais aussi en termes d'éloignement de la démocratie. Les électeurs qui se sentent insatisfaits des décisions politiques refusent parfois de voter, l'acte le plus simple pour s'exprimer. L'abstention elle-même peut donc accentuer le phénomène de l'extrémisme politique.

D'autre part, les électeurs peuvent être plus sensibles à la perte de certains équipements publics qu'à d'autres. Il est donc pertinent de décomposer notre définition des services publics en ses diverses catégories. Il a été établi qu'une part importante de l'effet est due au recul des services postaux et des institutions d'enseignement.

En outre, dans les petites communes ayant une population faible, le recul des équipements publics peut être ressenti de manière plus aiguë par les habitants. Il est donc important de tenir compte de la taille de la commune. Nous constatons que l'effet est de plus en plus significatif en fonction de l'accroissement de la population des communes, surtout pour les partis d'extrême gauche. Par ailleurs, bien qu'il y ait eu une diminution moyenne des équipements publics sur la période analysée, toutes les communes n'ont pas subi le même niveau de retrait des services publics. Compte tenu de l'hétérogénéité entre les communes, on constate que l'impact est concentré sur les communes dont les équipements publics ont connu une évolution négative au cours du temps, conformément à l'analyse de Rodríguez-Pose (2020).

Nos résultats montrent que les décideurs politiques devraient reconnaître que le recul des biens et services publics les rend moins disponible de manière égale pour tous, et que cela a des conséquences en termes de sentiment d'appartenance à la collectivité nationale. Freiner la montée des partis extrêmes implique une attention accrue au dynamisme local, et à celui des services publics en particulier.

Les auteurs tiennent à remercier Thomas Baudin, Marcelin Joanis, Michael Melki, Laurent Weill, les participants aux 10èmes Journées Doctorales Analyse des Politiques Publiques de l'Université du Havre, au Warsaw Economic Seminar, aux Journées Doctorales du LEM, et au séminaire des doctorants du LEM. Les commentaires et suggestions de deux rapporteurs anonymes ont également permis d'améliorer l'article.

Références

- Abts, K., & Rummens, S. (2007). Populism versus democracy. *Political studies*, 55(2), 405–424.
- Ali, O., Desmet, K., & Wacziarg, R. (2023). *Does anger drive populism?* (Tech. rep.). National Bureau of Economic Research.
- Anelli, M., Colantone, I., & Stanig, P. (2019). We were the robots: Automation and voting behavior in western europe. *BAFFI CAREFIN Centre Research Paper*, (2019-115).
- Autor, D., Dorn, D., Hanson, G., & Majlesi, K. (2020). Importing political polarization? the electoral consequences of rising trade exposure. *American Economic Review*, 110(10), 3139–3183.
- Cagé, J., & Piketty, T. (2023). *Une histoire du conflit politique. élections et inégalités sociales en france. 1789-2022* (tech. rep.). HAL.
- Dippel, C., Gold, R., Heblich, S., & Pinto, R. (2022). The effect of trade on workers and voters. *The Economic Journal*, 132(641), 199–217.
- Dorn, F., Fuest, C., Immel, L., & Neumeier, F. (2020). *Economic deprivation and radical voting: Evidence from germany* (tech. rep.). Ifo working paper.
- Duca, J. V., & Saving, J. L. (2016). Income inequality and political polarization: Time series evidence over nine decades. *Review of Income and Wealth*, 62(3), 445–466.
- Dustmann, C., Vasiljeva, K., & Piil Damm, A. (2019). Refugee migration and electoral outcomes. *The Review of Economic Studies*, 86(5), 2035–2091.
- Edo, A., Giesing, Y., Öztunc, J., & Poutvaara, P. (2019). Immigration and electoral support for the far-left and the far-right. *European Economic Review*, 115, 99–143.
- Fetzer, T. (2019). Did austerity cause brexit? *American Economic Review*, 109(11), 3849–3886.
- Fourquet, J. (2019). L’archipel français. naissance d’une nation multiple et divisée. *Humanisme*, 32(4), 58–65.
- Frey, C. B., Berger, T., & Chen, C. (2018). Political machinery: Did robots swing the 2016 us presidential election? *Oxford Review of Economic Policy*, 34(3), 418–442.
- Funke, M., Schularick, M., & Trebesch, C. (2016). Going to extremes: Politics after financial crises, 1870–2014. *European Economic Review*, 88, 227–260.
- Garand, J. C. (2010). Income inequality, party polarization, and roll-call voting in the us senate. *The Journal of Politics*, 72(4), 1109–1128.
- Godoye, Q., & Genre-Grandpierre, C. (2023). Services publics–services privés: Des logiques de fermeture semblables entraînant un délaissement des territoires? l’exemple des agences

- bancaires du crédit agricole, des collèges, postes, maternités et gendarmeries en région sud de 2007 à 2017. *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, (3), 411–432.
- Guilluy, C. (2014). La France périphérique. *Comment on a sacrifié les classes populaires*, Paris, Flammarion.
- Guiso, L., Herrera, H., Morelli, M., Sonno, T., et al. (2017). Demand and supply of populism.
- Guiso, L., Herrera, H., Morelli, M., & Sonno, T. (2024). Economic insecurity and the demand for populism in Europe. *Economica*, 91(362), 588–620.
- Halla, M., Wagner, A. F., & Zweimüller, J. (2017). Immigration and voting for the far right. *Journal of the European Economic Association*, 15(6), 1341–1385.
- Hochschild, A. R. (2016). The ecstatic edge of politics: Sociology and Donald Trump. *Contemporary Sociology*, 45(6), 683–689.
- Huber, R. A., & Schimpf, C. H. (2017). On the distinct effects of left-wing and right-wing populism on democratic quality. *Politics and Governance*, 5(4), 146–165.
- Kenny, P. D. (2020). “the enemy of the people”: Populists and press freedom. *Political Research Quarterly*, 73(2), 261–275.
- McCarty, N., Poole, K. T., & Rosenthal, H. (2016). *Polarized America: The dance of ideology and unequal riches*. MIT Press.
- Mudde, C. (2004). The populist zeitgeist. *Government and Opposition*, 39(4), 541–563.
- Pike, A., Béal, V., Cauchi-Duval, N., Franklin, R., Kinossian, N., Lang, T., Leibert, T., MacKinnon, D., Rousseau, M., Royer, J., et al. (2023). ‘left behind places’: A geographical etymology. *Regional Studies*, 1–13.
- Rodríguez-Pose, A. (2020). The rise of populism and the revenge of the places that don’t matter. *LSE Public Policy Review*, 1(1).
- Rodríguez-Pose, A., Terrero-Dávila, J., & Lee, N. (2023). Left-behind vs. unequal places: Interpersonal inequality, economic decline, and the rise of populism in the US and Europe. *Journal of Economic Geography*.
- Roth, C., & Wohlfart, J. (2018). Experienced inequality and preferences for redistribution. *Journal of Public Economics*, 167, 251–262.
- Steinmayr, A. (2021). Contact versus exposure: Refugee presence and voting for the far right. *Review of Economics and Statistics*, 103(2), 310–327.
- Torres, K. G. (2023). The 2015 refugee inflow and concerns over immigration. *European Journal of Political Economy*, 78, 102323.

- Voorheis, J., McCarty, N., & Shor, B. (2015). Unequal incomes, ideology and gridlock: How rising inequality increases political polarization. *Ideology and Gridlock: How Rising Inequality Increases Political Polarization (August 21, 2015)*.
- Winkler, H. (2019). The effect of income inequality on political polarization: Evidence from european regions, 2002–2014. *Economics & Politics*, 31(2), 137–162.

A Annexe

Tableau A.1: Classification des candidats au premier tour des élections présidentielles

	Extrême-gauche	Gauche-verts	Centre-droit	Extrême-droite
2002	Arlette Laguiller (Lutte ouvrière)	Lionel Jospin (Parti socialiste)	Jacques Chirac (Rassemblement pour la République)	Jean-Marie Le Pen (Front national)
	Olivier Besancenot (Ligue communiste révolutionnaire)	Jean-Pierre Chevènement (Mouvement des citoyens)	François Bayrou (Union pour la démocratie française)	Bruno Mégret (Mouvement national républicain)
	Robert Hue (Parti communiste français)	Christiane Taubira (Parti radical de gauche)	Jean Saint-Josse (Chasse, pêche, nature et traditions)	
	Daniel Gluckstein (Parti des travailleurs)	Noël Mamère (Les Verts)	Alain Madelin (Démocratie Libérale)	
		Corinne Lepage (Citoyenneté, action, participation pour le xxie siècle)	Christine Boutin (Forum des Républicains Sociaux)	
2012	Jean-Luc Mélenchon (Parti de gauche)	François Hollande (Parti socialiste)	Nicolas Sarkozy (Union pour un mouvement populaire)	Marine Le Pen (Front national)
	Philippe Poutou (Nouveau parti anticapitaliste)	Jacques Cheminade (Solidarité et Progrès)	François Bayrou (Mouvement démocrate)	Nicolas Dupont-Aignan (Debout la République)
	Nathalie Arthaud (Lutte Ouvrière)	Eva Joly (Europe Écologie & les Verts)		
2022	Jean-Luc Mélenchon (La France Insoumise)	Anne Hidalgo (Parti socialiste)	Emmanuel Macron (En Marche!)	Marine Le Pen (Rassemblement national)
	Philippe Poutou (Nouveau parti anticapitaliste)	Yannick Jadot (Europe Écologie & les Verts)	Jean Lassalle (Résistons!)	Nicolas Dupont-Aignan (Debout la France)
	Nathalie Arthaud (Lutte ouvrière)		Valérie Pécresse (Soyons Libres)	Éric Zemmour (Reconquête)
	Fabien Roussel (Parti communiste français)			

Notes: La catégorisation pour l'année 2022 est créée à partir de la catégorisation des partis des années précédentes.

Source: Edo et al. (2019)

Tableau A.2: Statistiques descriptives des résultats électoraux par partis

	<u>2002</u>	<u>2012</u>	<u>2022</u>
Principal Extrême Gauche	0.14 (0.05)	0.13 (0.05)	0.20 (0.07)
Lutte ouvrière	0.06 (0.03)	0.01 (0.01)	0.01 (0.01)
Communist-Anticapitalist	0.05 (0.02)	0.01 (0.01)	0.01 (0.01)
Parti communiste français	0.03 (0.03)	0.11 (0.05)	0.19 (0.07)
Mélenchon	0.00 (0.00)	0.11 (0.05)	0.16 (0.06)
Le Pen	0.17 (0.07)	0.21 (0.07)	0.29 (0.09)
Observations	31535	31530	31460

Notes: Les moyennes des résultats des élections sont indiquées. Les écarts types sont présentés entre parenthèses. Paris, Lyon, Marseille et les communes soumises à la réforme territoriale ne sont pas incluses. (1) L'extrême gauche est définie comme la Lutte ouvrière, la Ligue communiste révolutionnaire, le Nouveau parti anticapitaliste et le Parti de gauche. (2) Lutte ouvrière s'appuie sur Arlette Laguiller et Nathalie Arthaud. (3) Olivier Besancenot (Ligue communiste révolutionnaire) et Philippe Poutou (Nouveau Parti anticapitaliste) font partie de la gauche française. (4) Parti communiste français (Robert Hue et Fabien Roussel) et Front de gauche (Jean-Luc Mélenchon). Jean-Luc Mélenchon présente le Front de gauche. (6) Jean-Marie Le Pen (Front national) et Marine Le Pen (Rassemblement national) font partie de l'extrême droite.

Source: Ministère de l'Intérieur et des Outre-Mer.

Tableau A.3: Plus sur la décomposition des équipements publics

ΔPart des votes pour l'extrême gauche	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Δ Police (par tête)		-3.218 (2.339)	-3.221 (2.342)	-3.303 (2.307)	-3.533 (2.349)
Δ Trésorerie (par tête)	-0.053 (1.369)		-0.069 (1.373)	0.004 (1.319)	-0.085 (1.345)
Δ Pôle d'emploi(par tête)	-2.057 (1.614)	-2.053 (1.583)		-1.948 (1.561)	-2.246 (1.700)
Δ Poste (par tête)	-0.973** (0.467)	-0.959** (0.465)	-0.943** (0.465)		-1.063** (0.464)
Δ Institution d'enseignement (par tête)	-1.838*** (0.222)	-1.831*** (0.222)	-1.835*** (0.222)	-1.845*** (0.221)	
ΔPart des votes pour l'extrême droite	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Δ Police (par tête)		0.165 (2.767)	0.262 (2.794)	0.138 (2.729)	0.088 (2.877)
Δ Trésorerie (par tête)	-1.840 (1.751)		-2.034 (1.769)	-1.958 (1.702)	-1.939 (1.775)
Δ Pôle d'emploi (par tête)	-2.642 (2.259)	-2.764 (2.258)		-2.474 (2.272)	-2.746 (2.266)
Δ Poste (par tête)	-1.469*** (0.521)	-1.479*** (0.521)	-1.450*** (0.522)		-1.528*** (0.522)
Δ Institution d'enseignement (par tête)	-1.016*** (0.295)	-1.019*** (0.295)	-1.021*** (0.295)	-1.038*** (0.294)	
Observation	62966	62966	62966	62966	62966

Notes: La variable dépendante est la proportion de votes pour les partis d'extrême gauche et d'extrême droite, respectivement. Les contrôles démographiques, socio-économiques et de structure communale sont inclus dans tous les modèles. Un équipement public à la fois est enlevé. Les erreurs standard clusterisées au niveau de la commune sont entre parenthèses. * p<0.1, ** p<0.05, *** p<0.01.

Résumé

L'objectif de cette étude est d'identifier les effets du retrait des équipements publics sur les résultats des élections en France. Différentes catégories de services publics sont définies, en fonction de la priorité accordée au bien-être de la population locale. Nous montrons ainsi que le retrait des services publics entraîne des votes populistes, à la fois à l'extrême gauche et à l'extrême droite, en particulier dans les communes les plus grandes. L'augmentation des votes extrêmes s'avère être le résultat d'un déclin des votes pour les partis traditionnels.

Summary

The aim of this study is to identify the effects of the withdrawal of public services on election results in France. Different categories of public services are defined, depending on the priority given to the well-being of the local population. We show that the withdrawal of public services leads to populist votes on both the far left and the far right, particularly in larger cities. The increase in extreme votes appears to be the result of a decline of the votes for traditional parties.